



DANS CE NUMÉRO:
LES CHAUFFEURS DE TAXI
SE DÉPLACENT À LA COLLINE
PARLEMENTAIRE POUR DÉNONCER
UBER >> PAGE 2
MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS >>
PAGE 3
LE PTP EST TOUJOURS AUSSI
MAUVAIS >> PAGE 2

VOLUME 4, NO.3

WWW.UNIFOR.ORG

11 FÉVRIER 2016



uniforum



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a dirigé une délégation qui a rencontré le premier ministre Justin Trudeau à Ottawa récemment, donnant le coup d'envoi à une importante initiative de lobbying par les militantes et militants d'Unifor.

Des militantes et militants d'Unifor font du lobbying à Ottawa

Avec un nouveau gouvernement à Ottawa, plus de 70 militantes et militants d'Unifor de partout au Canada se sont déplacés à Ottawa récemment pour rencontrer le premier ministre, des ministres du cabinet, des chefs de l'opposition, des députés et des conseillers principaux du gouvernement.

« Unifor sera incroyablement actif pendant la durée de la 42^e législature du Parlement », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Renverser le gouvernement Harper a été une bonne chose, mais nous devons nous assurer que le nouveau gouvernement libéral se concentre sur l'amélioration de la vie de tous les travailleurs au pays. »

M. Dias a dirigé la délégation de plus de 70 militantes et militants d'Unifor à Ottawa les 3 et 4 février pour rencontrer des députés du gouvernement et de l'opposition afin de discuter d'un vaste éventail

Des changements audacieux sont nécessaires dans le budget de l'Ontario

Des investissements dans les services sociaux, la création d'emploi et la croissance économique doivent être au cœur du prochain budget de l'Ontario, a déclaré Unifor au Comité permanent des finances

>> Suite à la page 2

Unifor accueille la motion d'annuler les projets de loi C-525 et C-377

Unifor félicite le gouvernement libéral d'avoir décidé d'annuler les projets de loi C-525 et C-377.

Ces deux projets de loi antisyndicaux, une attaque directe à l'endroit des syndicats par le gouvernement conservateur précédent, portaient atteinte au droit garanti par la Charte de former un syndicat pour les travailleurs des secteurs sous réglementation fédérale et imposaient à tous les syndicats

un fardeau de présentation de rapports inutile et coûteux.

Dès l'instant où ces projets de loi ont été mis de l'avant, Unifor a clairement dénoncé leur nature problématique.

« Le mouvement syndical a travaillé de façon diligente pour faire annuler ces projets de loi antidémocratique et injustes », a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias.

« J'applaudis la mesure prise

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Ratifications

Section locale

114, First Canada

Les membres de la section locale 114, représentant les travailleuses et travailleurs du transport en commun du district régional de la vallée Cowichan à l'emploi de First Canada, ont ratifié une nouvelle convention collective, évitant une grève ou un lock-out.

La durée de la nouvelle convention collective est de quatre ans et comprend une hausse de 20 cents de l'heure chaque année, rétroactive à compter du 1er avril 2015.

L'entente a suivi le contrat type négocié l'été dernier avec la BC Transit; le syndicat a réussi à rejeter des demandes de concession de salaires à deux niveaux; il a aussi repoussé l'intégration du système traditionnel d'autobus au système de navette communautaire, ce qui aurait pu entraîner des réductions salariales importantes pour les membres.



UNIFOR
the Union | le syndicat



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor

205 Placer Court, 5e étage

Toronto (Ontario) M5H 3H9

1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

La lutte contre Uber se déplace jusqu'à la colline parlementaire

Des chauffeurs de taxi de Toronto et de Montréal, ainsi que des sympathisants vivant aussi loin que la Colombie-Britannique, se sont joints récemment aux chauffeurs de taxi membres d'Unifor pour exprimer leurs préoccupations au sujet d'Uber à la colline parlementaire.

« En ne payant pas d'impôts, les chauffeurs d'Uber ne fraudent pas seulement le gouvernement, mais tous les Canadiens », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

Il a expliqué que ces impôts servent à payer des services comme les soins de santé, l'application des lois et toutes les choses qui font du Canada un endroit où il fait si bon vivre. Lorsque des compagnies ne paient pas leurs impôts, elles mettent en

péril tous ces services.

« Nous payons nos impôts parce que c'est la règle, et c'est ainsi que nous bâtissons le Canada que nous voulons. »

Karam Punian, de l'Association des conducteurs de limousine de l'aéroport de Toronto, a déclaré que la controverse au sujet d'Uber concerne bien plus que le secteur du taxi. Il craint que cette soi-disant économie du partage ne s'étende à la plupart des autres secteurs d'activités, ce qui menacerait la subsistance de tous ceux qui travaillent dans ces secteurs, de même que les produits vendus et les services fournis.

« Ils vont pénétrer tous les secteurs, a-t-il dit. C'est un défi pour toute notre économie. »

Le député libéral de Brampton,



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a pris la parole à la manifestation contre Uber.

Raj Grewal, lui-même fils d'un chauffeur de taxi, affirme qu'une solution juste et équitable doit être trouvée, y compris les mêmes règles du jeu pour tous les chauffeurs.

« L'industrie du taxi m'a permis d'être logé et nourri, et de me vêtir. C'est la raison pour laquelle j'ai pu devenir avocat et député. »

Amrit Singh, président de la section locale 1688 d'Unifor, a enjoint le gouvernement fédéral de faire cesser les activités d'Uber, afin de respecter sa promesse d'aider les familles de travailleurs.

>> Suite de "Des changements audacieux sont..." on page 1

et des affaires économiques du gouvernement de l'Ontario pendant les consultations prébudgétaires.

« Des changements audacieux doivent être apportés en Ontario », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor. « Les Ontariens attendent du gouvernement qu'il réaligne ses priorités et s'engage à renforcer les investissements gouvernementaux. »

Katha Fortier et des membres d'Unifor se sont joints à la Fédération du travail de l'Ontario et à la Coalition ontarienne de la santé pour manifester à l'extérieur des audiences prébudgétaires récemment afin de demander « L'Ontario que nous voulons ». Katha Fortier a comparu devant le comité après le rassemblement.



Unifor a participé à un rassemblement à l'extérieur de Queen's Park avant de présenter son mémoire prébudgétaire..

Le mémoire d'Unifor met l'accent sur le rétablissement et l'amélioration des programmes publics, les investissements dans les infrastructures et le secteur manufacturier, la fiscalité équitable et la réforme des pensions. Unifor exhorte aussi le gouvernement à renverser la vente d'Hydro One.

« Les mesures d'austérité

et l'obsession pour l'équilibre budgétaire ne sont pas une bonne approche », a déclaré Katha Fortier. « Il est temps que Kathleen Wynne soit à la hauteur de sa promesse de rebâtir l'Ontario en investissant dans l'économie. »

Le mémoire d'Unifor se trouve à l'adresse : unifor.org/Ontariobudget2016

>> Suite de "Des militantes et militants..." on page 1

de sujets, allant du secteur manufacturier à une réforme de la législation du travail en passant par le dossier des femmes et filles autochtones disparues et assassinées ainsi que le Régime de pension du Canada.

« Unifor est un syndicat social. Nos préoccupations dépassent de loin la réalité de l'usine et la table de négociation », a affirmé M. Dias.

« Des problèmes comme la violence faite aux femmes, la politique fiscale, les questions autochtones et les soins de santé ont un impact immense sur la vie de tous les travailleurs, alors Unifor doit rester actif sur ces dossiers. »

Une des premières rencontres a eu lieu avec le premier ministre

Justin Trudeau à laquelle ont participé Jerry Dias, Lana Payne, directrice régionale de l'Atlantique, Joie Warnock, directrice régionale de la CB, et Scott Doherty, adjoint exécutif au président national.

Le groupe a discuté du Partenariat transpacifique et d'autres accords commerciaux, du secteur manufacturier, des lois du travail, du Régime de pension du Canada, des soins de santé et bien d'autres sujets qui allaient être soulevés pendant les autres rencontres de la semaine.

« Nous avons besoin d'accords commerciaux qui aident les travailleuses et travailleurs canadiens », a affirmé Jerry Dias dans une rencontre avec Elder Marquis, chef de cabinet du ministre Navdeep Bains de l'Innovation, de la Science et du Développement économique.



Plus de 70 militantes et militants d'Unifor se sont rendus à Ottawa la première semaine de février pour rencontre des ministres de cabinet, les chefs de l'opposition et des hauts représentants du gouvernement pour discuter d'un vaste éventail de sujets.

Plusieurs participants, dont Jerry Dias, ont constatés qu'après avoir été écartés d'Ottawa pendant dix ans sous le gouvernement Harper, le nouveau gouvernement a fait preuve d'une volonté d'écoute et de consultation pendant les journées de lobbying.

Dans une rencontre avec

Thomas Mulcair, chef du NPD, Jerry Dias a souligné l'importance de tenir le gouvernement responsable, notamment compte tenu de toutes les promesses qu'il a faites pendant la campagne électorale pour aider les citoyennes et citoyens canadiens ordinaires.

>> Suite de "Unifor accueille la motion..." on page 1

aujourd'hui par le gouvernement, toutefois il faut souligner que ces droits acquis nous ont seulement été redonnés alors que le gouvernement Harper nous les avaient enlevés dans le cadre de ses visées cherchant à restreindre et à affaiblir les droits des syndicats. C'est une première étape importante pour corriger les dommages qui ont été causés. »

Les membres d'Unifor avaient établi comme priorité absolue de défaire les conservateurs de Harper aux élections fédérales de l'automne dernier. Des milliers de membres d'Unifor partout au Canada se sont impliqués dans les élections, se sont portés bénévoles dans des campagnes locales et ont participé à des démarches dans les lieux de travail.

« Unifor a été créé pour changer la politique de ce pays afin que nous puissions tous nous

épanouir », a déclaré Jerry Dias en soulignant que le syndicat continue de travailler de près avec les gouvernements fédéral et provinciaux sur des enjeux clés touchant les travailleurs canadiens.

Outre le fait d'avoir promis de meilleures relations de travail avec les syndicats, les Libéraux ont aussi promis d'être le champion de la classe moyenne, d'accorder la priorité à la création d'emplois, d'améliorer le programme d'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada, et de protéger notre système national de soins de santé.

« Nous allons continuer de travailler pour nous assurer que les Libéraux rendent des comptes sur ces engagements », a déclaré Jerry Dias.

Il a aussi demandé aux sénateurs conservateurs de ne pas bloquer l'annulation des projets de loi C-525 et C-377.

Le Mois de l'histoire des Noirs est important pour les syndicalistes

Le mois de février nous donne toutes les raisons de célébrer et de partager les contributions historiques et constantes des Noirs et des personnes d'ascendance africaine et caribéenne.

« Nous allons souligner que ces contributions ont été faites dans un contexte de lutte contre les obstacles et les préjugés raciaux et, par conséquent, qu'elles sont encore plus importantes », selon la déclaration d'Unifor sur le Mois de l'histoire des Noirs.

Bien qu'il y ait beaucoup à célébrer, il est important de reconnaître que le racisme est une réalité vivante encore pour plusieurs personnes au Canada.

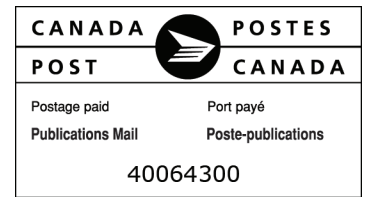
Les syndicalistes travaillant pour un monde meilleur s'efforcent de reconnaître que des obstacles

et des stéréotypes existent encore, et que nous avons une obligation collective à les éliminer.

« Nous allons nous opposer au profilage racial, à la justice inégale ainsi qu'à l'exclusion économique et sociale, et reconnaître que le racisme, la discrimination et les inégalités persistent », affirme la déclaration d'Unifor.

Unifor encourage les sections locales à mettre en lumière l'expérience des personnes d'ascendance africaine et caribéenne pour faire connaître davantage l'histoire inédite du travail et du progrès au Canada.

L'Office national du film a une liste de vidéos : nfb.ca/playlist/nfb_celebrates_black_history_month/



Le PTP était mauvais, il l'est encore et ne doit pas être ratifié

La décision du gouvernement fédéral de signer le Partenariat transpacifique (PTP) est décevante, mais elle donnera au Canada l'occasion de débattre largement d'un accord commercial négocié à la hâte par le gouvernement conservateur pendant la campagne électorale, d'après Unifor.

« Cet accord était mauvais pour le Canada à ce moment-là, et il l'est encore aujourd'hui, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. Le gouvernement Harper a négocié et signé cet accord en secret. Peut-être que nous pourrions maintenant tenir le débat public nécessaire pour informer tous les Canadiens des risques que pose le PTP. »
Lorsque la ministre du Commerce, Chrystia Freeland, a annoncé

que le Canada signerait le PTP, elle a signalé qu'il s'agissait d'une formalité requise avant que l'accord ne soit débattu au Parlement.

Unifor participera activement au débat, car il a plusieurs inquiétudes quant au PTP et à son incidence sur le Canada.

Une étude menée par Unifor l'automne dernier révélait que l'assouplissement des règles relatives au contenu régional dans le PTP menacerait 20 000 emplois bien rémunérés dans le secteur de l'automobile seulement.

« Le PTP permettra à des pièces et à des véhicules principalement fabriqués dans des pays non signataires du PTP, comme la Chine, d'avoir un accès illimité aux marchés nord-américains, a

DANS CE NUMÉRO Des militantes et militants d'Unifor ont démontré le solide militantisme d'Unifor pendant les journées de lobbying à Ottawa pendant la première semaine de février. Les priorités budgétaires de l'Ontario ont été présentées. L'abolition des projets de loi C-377 et C-525. Le Mois de l'histoire des noirs.



Le président national Jerry Dias, le directeur québécois Renaud Gagné et les directrices régionales d'Unifor ont rencontré le chef du NPD, Thomas Mulcair, à Ottawa.

affirmé M. Dias.

Ce n'est pas acceptable. Nous devons jeter un regard honnête et factuel sur l'accord et consulter pleinement les Canadiens pour déterminer s'il sera avantageux ou désavantageux pour notre économie. »

M. Dias a attiré l'attention sur les dispositions du PTP qui aideraient les entreprises des pays signataires du PTP à faire venir un nombre potentiellement illimité de travailleurs étrangers

temporaires sans se préoccuper des certifications en vigueur ici ou des planchers salariaux établis pour d'autres travailleurs étrangers temporaires.

« N'importe quel travailleur qui vient au Canada pour y travailler devrait avoir le droit de demander la citoyenneté », a indiqué M. Dias.

